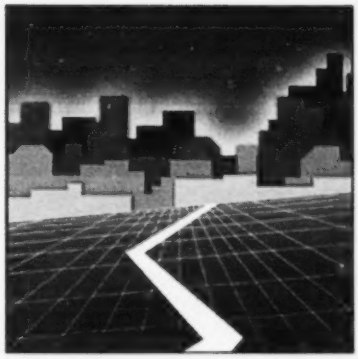
N° 89-613-MIF au catalogue — N° 010
ISSN : 1710-2952
ISBN : 0-662-72149-7

Document analytique

Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement

Le Canada et ses villes mondiales : Conditions socio-économiques à Montréal, Toronto et Vancouver



par Andrew Heisz

Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail
24, Immeuble R.-H.-Coats, Ottawa K1A 0T6

Téléphone: 1 800 263-1136

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à la Ligne info-médias, Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4636).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web à www.statcan.ca.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements pour accéder au produit

Le produit nº 89-613-MIF au catalogue est disponible gratuitement. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.

Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement

Cette série de rapports fournit les informations générales sur les tendances et conditions à propos d'une variété de sujets dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada. Les sujets abordés comprennent la démographie, le logement, l'immigration, les Autochtones, le faible revenu, les conditions économiques, la santé, le lieu de travail et le mode de déplacement journalier ainsi que la culture. L'objectif visé est d'accroître la disponibilité des mesures statistiques permettant de faciliter la planification urbaine et les évaluations stratégiques qui visent à développer le bien-être des villes.

Ce rapport a été produit avec le support et l'appui financier d'Infrastructure Canada.

Ce projet a été mené sous la direction de Garnett Picot à Statistique Canada.

Statistique Canada
Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail

Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement

Le Canada et ses villes mondiales : Conditions socio-économiques à Montréal, Toronto et Vancouver

Andrew Heisz

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juillet 2006

N° 89-613-MIF au catalogue, n° 010
Périodicité : hors série

ISSN 1710-2952
ISBN 0-662-72149-7

Ottawa

This publication is also available in English (Catalogue No. 89-613-MIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Table des matières

Résumé **5**

Introduction **6**

Chapitre 1 – Toronto **7**

1.1 Croissance démographique 7
1.2 Travailler en banlieue 7
1.3 Marchés du travail 8
1.4 Immigration 8
1.5 Les immigrants et le marché du travail 9
1.6 Peuples autochtones 10
1.7 Revenu et faible revenu 11

Chapitre 2 – Montréal **13**

2.1 Croissance démographique 13
2.2 Marché du travail 13
2.3 Immigration 14
2.4 Les immigrants et le marché du travail 15
2.5 Peuples autochtones 16
2.6 Revenu et faible revenu 16
2.7 Se rendre au travail 17

Chapitre 3 – Vancouver **19**

3.1 Croissance démographique 19
3.2 Croissance au centre-ville et dans les banlieues 19
3.3 Marché du travail 20
3.4 Immigration 20
3.5 Les immigrants et le marché du travail 21
3.6 Peuples autochtones 22
3.7 Revenu et faible revenu 23

Conclusion **25**

Bibliographie **26**

Tableaux **27**

Figures **30**

Résumé

Ce rapport a pour but d'effectuer un tableau statistique des conditions socio-économiques dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Toronto, Montréal et Vancouver. L'étude met en lumière les tendances liées à la croissance de la population, la croissance de la banlieue, le navettage, l'emploi, le chômage, l'immigration, le revenu, le faible revenu, de même que les conditions économiques des immigrants, des peuples autochtones, et d'autres groupes. Les données utilisées proviennent des Recensements du Canada de 1981 à 2001, de la revue chronologique de la population active de 2005, et de l'édition 2004 du Revenu au Canada.

Introduction

La population urbaine du Canada se concentre essentiellement dans les trois plus grandes régions métropolitaines de recensement (RMR) : Toronto, Montréal et Vancouver[1]. Ces RMR sont les plus importantes concentrations de population au pays, elles sont les plus connues à l'échelle internationale et accueillent la plus grande part d'immigrants venus d'autres pays.

Au cours des dernières années, la situation des villes canadiennes a fait l'objet d'une attention plus soutenue et un appel a été lancé en vue d'adopter des initiatives de politique pour aborder plus directement les enjeux urbains. Il est aussi reconnu que les milieux urbains ne sont pas tous identiques, ce qui vaut également pour les trois plus grandes villes du Canada. Par conséquent, on constate une demande considérable de renseignements démographiques, économiques et socio-économiques supplémentaires au niveau local. De plus, les enjeux économiques, sociaux, culturels et environnementaux sont interreliés, de sorte que des analyses pluridisciplinaires sont plus que jamais nécessaires pour faire la lumière sur ces relations dans les villes et les communautés.

Le présent rapport effectue un tableau statistique des conditions socio-économiques dans les RMR de Toronto, Montréal et Vancouver. Il s'inspire largement de la série *Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement* de Statistique Canada. Publiée en 2004 et 2005, cette série contient de nombreuses informations ainsi que des analyses au niveau des RMR touchant le faible revenu, la santé, l'immigration, la culture, le logement, les marchés du travail, la structure industrielle, la mobilité, le navettage et les peuples autochtones. Le présent rapport ne se veut pas seulement un sommaire statistique de la série; on y effectue des liens entre les disciplines horizontalement, de façon à dresser un portrait plus complet de ces RMR. Le rapport repose aussi sur les résultats de la recherche récente et met à jour certains résultats en se fondant sur les données récentes, surtout dans les domaines du revenu et du marché du travail.

Le rapport compte trois sections, chacune correspondant au profil d'une RMR. L'analyse de chaque RMR s'articule autour d'un tableau récapitulatif, soit un tableau unique qui renferme un ensemble de statistiques générales sur les caractéristiques démographiques, le marché du travail et le revenu familial. Les conclusions de la recherche tirées de la série des tendances et conditions et d'autres documents viennent compléter l'analyse. Ces brefs sommaires des tendances socio-économiques, particulièrement les tableaux récapitulatifs, ne présentent pas une description complète de tous les facteurs d'importance pour une ville; en fait, de nombreux facteurs importants sont absents. Ceux-ci représentent plutôt un moyen pratique de mettre en lumière le vaste ensemble de données disponibles dans la série sur les *Tendances et conditions*, et constituent un bon point de départ pour alimenter les débats et pour les projets futurs de recherche qui favoriseront le développement de tableaux statistiques encore plus complets au sujet des grandes villes du Canada – notamment leur système d'infrastructure, leur situation financière et leur environnement naturel. Les lecteurs sont encouragés à consulter les principaux rapports afin de prendre connaissance d'une analyse intégrale de la structure industrielle, des industries culturelles, du logement, des troubles de santé et du navettage, qui ne sont pas abordés de façon détaillée dans les pages qui suivent.

1. Une région métropolitaine de recensement (RMR) est la région formée par une ou plusieurs municipalités adjacentes regroupées autour d'une grande zone urbaine (appelée noyau urbain). La population du noyau urbain d'une région métropolitaine de recensement est d'au moins 100 000 habitants, d'après les chiffres du recensement. Pour être incluses dans une RMR, les municipalités adjacentes doivent présenter un haut degré d'intégration avec la région urbaine centrale, tel que mesuré par le nombre de navetteurs calculé d'après les données du recensement sur le lieu de travail.

Chapitre 1

Toronto

1.1 Croissance démographique

En 2005, la population de Toronto, qui se chiffrait à 5 304 090, représentait la RMR la plus populeuse du Canada (tableau 1). Toronto compte 24 municipalités, dont les plus importantes sont Toronto et Mississauga. Outre qu'elle soit la plus grande, elle affiche aussi le taux de croissance le plus rapide des trois RMR les plus populeuses (soit Toronto, Montréal et Vancouver) au cours des dernières années, soit de 2,2 % par année de 2000 à 2005. Cette croissance s'est caractérisée par l'étalement à Toronto, alors que la population au centre-ville est demeurée relativement stable, ce qui signifie que sa part de la population a diminué, car les populations dans les banlieues se sont accrues. De 1996 à 2001, 5 municipalités parmi les 15 ayant connu la croissance la plus rapide, avec une population de plus de 10 000 habitants, étaient des banlieues de Toronto : Vaughan, Richmond Hill, Caledon, Brampton et Markham. En 2001, 588 600 personnes de plus habitaient les banlieues situées à plus de 20 km du centre-ville de Toronto par rapport à 1991.

La croissance démographique à Toronto semble avoir eu un impact sur la croissance à l'extérieur des limites de la RMR. À titre d'exemple, la RMR d'Oshawa a aussi connu une croissance supérieure à 2 % par année depuis 1986. Sa proximité à la RMR de Toronto, dont le territoire s'étend, a favorisé l'installation à Oshawa de nombreuses personnes qui ont quitté Toronto et qui font le navettage entre Oshawa et Toronto pour y travailler. En 2001, près de 10 % de la population d'Oshawa demeurait à Toronto cinq ans auparavant. De plus, parmi les 57 000 résidents d'Oshawa qui travaillent à Toronto, près de 11 000 habitaient à Toronto 5 ans auparavant.

L'immigration est le principal moteur de la croissance démographique dans les RMR les plus grandes. En effet, en 2001, presque tous les immigrants récents (94 %), définis comme étant ceux ayant immigré entre 1991 et 2001, se sont installés dans l'une des 27 RMR du Canada[2]. De plus en plus, l'immigration est un phénomène à la fois urbain et caractéristique des grandes villes. En effet, Toronto, Montréal et Vancouver ont accueilli 73 % des nouveaux arrivants, comparativement à 58 % en 1981. De plus, 43,3 % de tous les nouveaux arrivants se sont établis à Toronto. D'ici 2017, on s'attend à ce que 49 % de la population de Toronto soit composée d'immigrants, en hausse par rapport au taux de 44 % enregistré en 2001. Finalement, la proportion de Torontois qui sont issus des minorités visibles devrait augmenter, passant de 36 % en 2001 à 50,6 % en 2017.

1.2 Travailler en banlieue

Bien que les RMR connaissent une croissance, à la fois en ce qui a trait à la population et à leur superficie géographique, les milieux où travaillent les gens changent aussi. En raison du profil industriel changeant des villes et des besoins associés à une population grandissante, de plus en plus de travailleurs sont employés dans les banlieues. Ce phénomène a de nombreux impacts sur la circulation, les tendances de navettage et la prestation des services de transport en commun.

2. À moins d'indication contraire, les "nouveaux immigrants" sont définis comme étant ceux ayant immigré dans les 10 années qui ont précédé le recensement.

Le réseau de transport en commun semble être plus efficace pour transporter les travailleurs lorsqu'il se situe au centre-ville. Dans sept des huit plus importantes RMR, plus d'un tiers des navetteurs qui empruntent le transport en commun se rendent au secteur du centre des affaires. À Toronto, c'est le cas de 43,4 % de ceux-ci.

Toutefois, de plus en plus d'emplois sont créés dans les banlieues, et il est peu probable que les travailleurs utilisent le transport en commun pour s'y rendre (figure 1). À titre d'exemple, à Toronto, 208 300 travailleurs de plus ont fait du navettage pour se rendre à leurs lieux de travail situés à plus de 20 km du centre-ville en 2001 par rapport à 1996. Près de 90 % de ces travailleurs utilisaient leur automobile. En cinq ans seulement, le nombre de navetteurs qui utilisent leur automobile dans la RMR de Toronto a augmenté de 14 %, tandis que le nombre de navetteurs qui se rendent en automobile à leur lieu de travail situé à plus de 20 km du centre-ville a augmenté de 26 %. Ce changement pourrait entraîner une demande substantielle à laquelle devra répondre l'infrastructure de la RMR, et pourrait aussi avoir un impact sur la qualité de l'air et sur l'environnement en général.

1.3 Marchés du travail

Toronto, qui comptait 3 millions de travailleurs en 2005, est le plus important marché du travail du Canada. C'est une région urbaine à croissance rapide, dont la population active a augmenté en moyenne de 46 000 travailleurs (soit 1,8 % de la population active) chaque année depuis 1986. Le taux de chômage moyen à Toronto était de 7,0 % en 2005, ce qui est considérablement en hausse par rapport à 1989 alors que le taux de chômage était de 3,9 %. Parallèlement, le taux d'emploi sur le marché du travail de Toronto a fléchi dans les années 1990. En effet, le taux d'emploi des hommes est passé d'un sommet de 78,5 % en 1989 à 70,5 % en 2005. Même si le taux masculin a chuté de 8 points de pourcentage, le taux d'emploi des femmes a baissé de 2,6 points seulement, passant de 61,5 % en 1989 à 58,9 % en 2005.

Selon les données du recensement, le revenu moyen des travailleurs à temps plein toute l'année a augmenté de 4,7 % entre 1990 et 2000 pour s'établir à 40 000 $. Toutefois, dans le contexte élargi du marché du travail, on constate des gagnants et des perdants. Le revenu annuel des hommes a stagné entre 1990 et 2000, tandis que celui des femmes a gagné du terrain, haussant de 7,6 % (chez les travailleurs à temps plein toute l'année). Les travailleurs du décile inférieur ont vu leur revenu diminuer de 15,0 %, mais ceux du décile supérieur (90^{ième} percentile) ont affiché un gain de 11,9 %, de sorte que l'écart s'est accru entre les travailleurs fortement et faiblement rémunérés. De plus, le revenu des travailleurs âgés s'est accru davantage par rapport à celui des jeunes travailleurs. Enfin, les immigrants éprouvent de plus en plus de difficultés sur le marché du travail. La question de l'immigration est abordée dans les sections qui suivent.

1.4 Immigration

Entre 1987 et 2005, le Canada a reçu en moyenne 214 000 immigrants chaque année. Parmi ceux-ci, 85 000 se sont installés à Toronto en moyenne chaque année, contribuant 1,7 point de pourcentage à la croissance générale de 2,1 % et faisant de Toronto la plus importante RMR pour ce qui est de l'accueil des immigrants, à la fois d'un point de vue global et par tête. Le taux d'accroissement de la population attribuable à l'immigration a atteint un sommet en 2001 et 2002, soit 2,5 %, mais s'est replié à 2 % en 2004 et 2005. Selon le Recensement de 2001, 44 % des résidents de Toronto sont des immigrants, de sorte que Toronto compte une importante proportion de résidents nés à l'étranger par comparaison avec plusieurs autres grandes villes des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Par exemple, 40 % de la population de Miami est d'origine étrangère, et ce taux est de 38 % à Vancouver et de 18 % à Montréal.

Un aspect fondamental de la hausse de l'immigration est le changement dans les pays d'origine des immigrants. En 1981, à Toronto, 34 % des immigrants venaient des États-Unis ou de l'Europe et 25 %, de l'Amérique centrale ou du Sud. En 2001, les pays d'origine des immigrants étaient essentiellement asiatiques, plus particulièrement l'Asie du Sud (23 %) et de l'Est (22 %).

L'importance des immigrants dans la ville est encore plus considérable si l'on considère la proportion de personnes ayant des liens avec l'immigration, soit les immigrants de seconde génération. En tout, plus de 70 % des résidents de Toronto sont des immigrants ou des enfants d'immigrants.

Certains faits supplémentaires sur les nouveaux immigrants à Toronto :

- 64 % parlent une langue autre que l'anglais ou le français à la maison comparativement à 73 % à Vancouver et 53 % à Montréal
- les immigrants à Toronto sont proportionnellement plus nombreux dans la « catégorie économique » (à l'opposé des catégories de la « famille » ou des « réfugiés »), par rapport à ceux de Montréal (60,5 % à Toronto comparativement à 51,7 % à Montréal)
- comparativement aux autres RMR en Ontario, les immigrants de Toronto sont proportionnellement plus nombreux dans la catégorie économique
- environ un enfant sur quatre âgé de 0 à 17 ans à Toronto est un immigrant ou un enfant de nouveaux immigrants
- presque les deux tiers de ces enfants demeurent dans des ménages où les parents ne parlent ni l'anglais ni le français à titre de langue usuelle
- les nouveaux immigrants âgés sont plus susceptibles de fréquenter l'école que les résidents du même âge nés au Canada
- les nouveaux immigrants sont plus portés à utiliser le transport en commun pour leurs navettes quotidiennes – en fait, ils sont 1,8 fois plus susceptibles de le faire que les résidents de Toronto nés au Canada.
- le taux de diplomation universitaire chez les immigrants de seconde génération est très élevé et leurs résultats économiques dépassent souvent ceux d'autres résidents nés au Canada.

1.5 Les immigrants et le marché du travail

Étant donné que 27,6 % de ses travailleurs sont titulaires d'un diplôme universitaire, Toronto est la deuxième RMR canadienne pour ce qui est de la scolarité (derrière Ottawa–Gatineau, dont le taux est de 30,3 %). Le niveau de scolarité élevé des nouveaux immigrants est vraisemblablement un facteur qui contribue largement à cette situation. En 2001, 38 % des nouveaux immigrants âgés de 25 à 54 ans de Toronto ont un diplôme universitaire, comparativement à 32 % des résidents de Toronto nés au Canada. Malgré cela, les immigrants éprouvent des difficultés à la fois sur le marché du travail et relativement à leur revenu familial.

En effet, la situation des immigrants s'est aggravée sur le marché du travail des grandes RMR, et Toronto ne fait pas exception à la règle. On relève au moins trois tendances inquiétantes sur le marché du travail de la RMR. Tout d'abord, le taux d'emploi des immigrants récents âgés de 25 à 54 ans à Toronto a baissé, passant de 81,3 % en 1981 à 71,5 % en 1991 et à 71,3 % en 2001. Par comparaison, l'emploi chez la population des RMR née au Canada s'est amélioré, les taux passant de 81,8 % en 1981 à 84,0 % en 1991, et 85,6 % en 2001. Compte tenu du fait que les nouveaux immigrants représentent une proportion substantielle de la population de Toronto, la diminution de leur taux d'emploi a exercé une pression à la baisse sur le taux d'emploi global des RMR.

L'utilisation des compétences est une deuxième tendance digne de mention. Les immigrants sont proportionnellement plus nombreux que les résidents nés au Canada à posséder un diplôme universitaire et représentent donc une importante source de capital humain dans les RMR. Toutefois, les résidents récents avec un diplôme universitaire sont plus susceptibles que leurs homologues nés au Canada d'occuper des postes qui typiquement n'exigent aucune formation scolaire. À Toronto, par exemple, 25 % des nouveaux immigrants masculins âgés de 25 à 54 ans ayant un diplôme universitaire occupaient des postes peu spécialisés, comparativement à seulement 10 % des diplômés nés au Canada.

Un troisième secteur du marché du travail où les immigrants semblent marquer un retard est le revenu. Les revenus annuels moyens des nouveaux immigrants sont faibles comparativement à ceux des résidents nés au Canada, et ils ont aussi diminué en termes relatifs pour les cohortes plus récentes. En 2000, un nouvel immigrant âgé de 25 à 54 ans, employé à temps plein toute l'année, touchait en moyenne 36 700 $ par année comparativement à 58 400 $ chez les personnes nées au Canada du même groupe d'âge, ce qui correspond à 0,63 $ pour chaque dollar gagné par un résident né au Canada. De plus, en 1980, un nouvel immigrant gagnait 0,75 $ pour chaque dollar gagné par un résident né au Canada (36 300 $/ 48 300 $), ce qui signifie qu'en termes relatifs, les gains des nouveaux immigrants au Canada se sont détériorés pour les cohortes plus récentes. Les mêmes conclusions ressortent en tenant compte de certaines autres caractéristiques, notamment l'âge à l'immigration et le niveau de scolarité.

1.6 Peuples autochtones

Selon le Recensement de 2001, 976 305 personnes se sont déclarées membres d'au moins un groupe autochtone : Indiens d'Amérique du Nord, Métis ou Inuits. Vingt-huit pour cent des Autochtones habitaient une RMR. Les projections de la population autochtone, qui réside à la fois dans les RMR et ailleurs, montrent que celle-ci devrait croître de 1,8 % par année, soit plus du double du taux de la population en général. On dénombrait 20 300 Autochtones à Toronto en 2001, ce qui correspond à peu près au même nombre qu'à Saskatoon et à 5 000 personnes de plus qu'à Regina. Les Autochtones à Toronto comptaient pour seulement 0,4 % de la population totale de la RMR.

Plusieurs indicateurs de bien-être économique et social montrent un écart entre les Autochtones et les non Autochtones. Ces écarts semblent être spécialement marqués dans les RMR dans l'Ouest canadien, où les peuples autochtones comptent pour une proportion importante de la population des RMR. Toutefois, ces mêmes écarts semblent moins marqués à Toronto. À titre d'exemple, le taux d'emploi des Autochtones âgés de 25 à 54 ans en 2001 était de 74,1 %, comparativement à 81,2 % chez les autres. Cet écart de 6 points se compare avantageusement à l'écart d'environ 30 points constaté à Winnipeg, à Regina et à Saskatoon. De même, l'écart dans le revenu d'emploi se chiffre à environ 4 000 $ selon le revenu médian à Toronto, comparativement à un écart variant de 7 000 $ à 10 000 $ à Winnipeg, à Regina et à Saskatoon. Les écarts liés à l'emploi sont presque inexistants chez les Autochtones ayant obtenu un diplôme universitaire. Toutefois, même si les études postsecondaires uniformisent les règles du jeu entre les travailleurs non autochtones et autochtones, ces derniers accusent un retard pour ce qui est du taux d'obtention d'un diplôme postsecondaire.

Le taux de faible revenu des peuples autochtones est presque le double de celui des autres résidents de Toronto. De plus, 37 % des enfants autochtones à Toronto font partie d'une famille monoparentale (comparativement à seulement 16 % des autres enfants), ce qui les expose à un risque élevé de faible revenu. Finalement, la population autochtone tend à être très mobile, ce qui entraîne des pressions importantes sur les organismes de prestation de services en raison du fort roulement de leur clientèle et qui peut entraîner un environnement scolaire moins stable pour les enfants autochtones.

1.7 Revenu et faible revenu

Tous les Canadiens reconnaissent l'importance de la vie communautaire dans les centres urbains, d'où la nécessité d'enrayer la pauvreté et d'assurer l'inclusion sociale de tous les Canadiens, y compris les nouveaux immigrants et les Autochtones. Il y a de nombreuses façons de définir et d'aborder ces deux notions, mais un point de départ commun consiste à examiner le revenu familial. Est-ce que le revenu familial médian a diminué, entraînant une baisse du niveau de vie économique pour la majorité? Est-ce que le revenu familial s'est polarisé? Est-ce que certains groupes sont particulièrement à risque d'être à faible revenu?

Après un fléchissement au cours de la première moitié des années 1990, le revenu médian après impôt des familles économiques comptant deux membres ou plus a progressé rapidement après 1995. En 2004, le revenu familial médian à Toronto se chiffrait à 62 800 $, soit le niveau le plus élevé par rapport à toute période depuis 1980. Le revenu familial était beaucoup plus important à Toronto qu'à Montréal ou à Vancouver. En 2004, à Toronto, ce revenu était de 15 % supérieur à celui de Vancouver et de 27 % supérieur à celui de Montréal.

À plus long terme, le revenu familial croissant à Toronto peut mieux se décrire comme la réduction de la classe moyenne ou la polarisation des revenus. Si l'on compare la deuxième moitié des années 1980 et la première moitié des années 2000, la proportion des familles gagnant entre 40 000 $ et 80 000 $ a chuté, passant de 48 % à 42 %, tandis que la proportion touchant plus de 80 000 $ a augmenté de 29 % à 34 %. La proportion des familles gagnant moins de 20 000 $ a aussi augmenté légèrement, passant de 4 % à 5 %, et la proportion touchant entre 20 000 $ et 40 000 $ est demeurée stable à près de 19 %. Ces tendances démontrent une inégalité croissante entre les familles à revenu élevé et faible.

La stabilité de la proportion de familles touchant moins de 20 000 $ cache un taux élevé de faible revenu – du moins lorsqu'on le compare à celui enregistré au cours d'autres vagues de prospérité. En 2004, le taux de faible revenu après impôt à Toronto était de 12,4 %, soit légèrement supérieur à la moyenne de 11,9 % enregistrée entre 2000 et 2004 et beaucoup plus élevé que le taux de faible revenu moyen de 10,1 % constaté entre 1985 et 1989. Parallèlement, le taux moyen de faible revenu chez les enfants était de 14,4 % de 2000 à 2004, comparativement à 11,8 % de 1985 à 1989.

Les mauvaises conditions économiques des nouveaux immigrants expliquent en partie cette hausse du faible revenu. Le taux de faible revenu avant impôt des immigrants récents s'élevait à 28,1 % à Toronto, comparativement à 12,4 % chez d'autres catégories démographiques, selon le Recensement de 2001. Le virage de la composition de la population vers un nombre accru de nouveaux immigrants a clairement fait hausser le taux agrégé de faible revenu. Malheureusement, les résultats liés au taux après impôt ne sont pas accessibles dans les données du recensement, et les résultats du Recensement de 2001 ne tiennent pas pleinement compte des gains économiques qui ont été réalisés dans les années 2000.

Les nouveaux immigrants ne sont pas le seul groupe présentant un risque élevé de faible revenu à Toronto. Les résultats du Recensement de 2001 révèlent également que les Autochtones ont enregistré un taux de faible revenu avant impôt de 26,9 % et les familles monoparentales ont affiché un taux de faible revenu avant impôt de 40,7 % en 2000.

Les tendances du revenu et de l'inégalité des revenus au niveau de la RMR correspondent à des tendances analogues qui ont été relevées dans les unités géographiques qui composent les villes, soit les quartiers. De fait, l'écart croissant entre le revenu des familles à revenu faible et élevé correspond à l'écart grandissant entre les quartiers à revenu élevé et faible. À Toronto, le revenu familial médian avant impôt dans les 10 % de quartiers les plus pauvres a augmenté de 0,2 % depuis 1980. Dans les 10 % de quartiers les plus riches, ce taux a augmenté de 23,3 % (figure 2). Cette différence croissante a été constatée dans toutes les

grandes RMR. La hausse progressive du revenu dans les quartiers à revenu élevé laisse supposer un écart grandissant entre les riches et les pauvres, qui se traduit non seulement par une polarisation du revenu mais aussi par une polarisation spatiale.

Chapitre 2

Montréal

2.1 Croissance démographique

Avec une population de 3 635 733 en 2005, Montréal est la deuxième RMR en importance au Canada (tableau 2). Elle comprend plus de 60 municipalités, dont les plus importantes sont Montréal, Longueuil et Laval. Comparativement aux deux autres grandes RMR, Montréal a connu une croissance plus lente au cours des dernières décennies, soit 0,8 % en moyenne chaque année depuis 1986.

Les facteurs économiques, démographiques, chronologiques et sociaux qui sont à l'origine des différences dans la croissance des RMR sont trop nombreux pour pouvoir les aborder dans le présent rapport. Toutefois, il est possible d'y voir un peu plus clair en examinant les sources de croissance démographique : l'accroissement naturel, le solde migratoire externe et le solde migratoire interne. Ces deux derniers facteurs sont importants pour comprendre le taux de croissance plus lent enregistré à Montréal.

À Montréal, le solde migratoire externe *per capita* a été moins élevé qu'à Toronto ou à Vancouver puisque le taux d'immigration, en pourcentage de la population, n'a été que de 0,7% en moyenne chaque année de 1986 à 2005 (figure 3). De fait, ce taux plus faible place Montréal sur un pied d'égalité avec Ottawa–Gatineau, Calgary, Kitchener et London, trois RMR qui ne sont pas considérées comme des villes d'entrée pour l'immigration. Toutefois, la croissance attribuable à l'immigration a légèrement augmenté à Montréal en 2004 et 2005, atteignant presque le seuil de 1 % par année et s'approchant des taux qu'on n'avait pas vus depuis le début des années 1990, mais toujours inférieurs à ceux de Toronto et de Vancouver. De plus, à chaque année en moyenne, Montréal perd 0,4 % de sa population en raison de la migration interne (à la fois interprovinciale et infraprovinciale). Ce taux est similaire à celui de Toronto mais est supérieur à celui de Vancouver, qui chaque année enregistre un faible gain net attribuable à la migration interne.

Comparativement à Toronto et à Vancouver, Montréal est aussi caractérisée par une population active légèrement moins scolarisée puisque 22,2 % des travailleurs sont titulaires d'un diplôme universitaire. À ce titre, Montréal se trouve au sixième rang parmi les RMR et sous la moyenne de toutes les RMR de 23,1 %.

2.2 Marché du travail

Avec ses deux millions de travailleurs en 2005, Montréal demeure le deuxième marché du travail en importance au Canada, derrière Toronto. Toutefois, sa croissance est relativement faible, c'est-à-dire un apport de 18 000 travailleurs seulement par année de 1986 à 2005, ce qui équivaut à un taux de croissance annuel de 1 %. Ainsi, le taux de croissance de la population active à Montréal accuse un retard par rapport à Toronto (1,8 %) et Vancouver (2,3 %) pour cette période.

En 2005, le taux de chômage à Montréal (8,7 %) était le 4ième plus élevé parmi les 27 RMR (seuls les taux de St. John's, Saguenay et Trois-Rivières étaient supérieurs). Son taux d'emploi était aussi relativement faible, bien qu'à l'inverse des autres grandes RMR, il se soit légèrement amélioré depuis le sommet cyclique précédent (1989), surtout grâce à la hausse de l'emploi chez les femmes.

Comparativement à Toronto et à Vancouver, le revenu médian annuel des travailleurs à temps plein toute l'année en 2000 était plus faible à Montréal. Se chiffrant à 35 000 $, le revenu à temps plein toute l'année était de 5 000 $ inférieur à celui de Toronto et de 4 400 $ inférieur à celui de Vancouver. Le revenu médian réel a diminué légèrement à Montréal de 1980 à 2000, en baisse de 900 $. Les hausses de revenu chez les femmes ont été compensées par des diminutions du revenu chez les hommes, de sorte que le revenu médian est demeuré relativement stable.

Cette stabilité du revenu masque une importante polarisation des revenus à Montréal. Mesurés au 10ième percentile, les gains ont diminué de 22 %, passant de 17 300 $ à 13 600 $ de 1980 à 2000; et au 90ième percentile, les gains ont crû de 6,8 %, s'établissant à 70 000 $ sur la même période. Même si le revenu des travailleurs âgés de 45 à 54 ans est demeuré stable, celui des travailleurs de 25 à 34 ans a diminué de 12,9 %, démontrant ainsi une importante divergence dans les tendances du revenu selon l'âge.

Enfin, les conditions des immigrants sur le marché du travail, qui sont abordées plus en détail ci-dessous, se sont dégradées considérablement.

2.3 Immigration

Deux faits importants liés à l'immigration sont évidents à Montréal : les différences dans le pays d'origine des immigrants qui s'installent à Montréal comparativement au reste du Canada, et les changements dans les pays d'origine au cours des deux dernières décennies.

Selon le Recensement de 2001, les immigrants de Montréal viennent d'un ensemble très diversifié de pays par rapport aux immigrants de Toronto ou de Vancouver. À Toronto, 41,3 % des nouveaux immigrants provenaient de cinq pays seulement et à Vancouver, 62,3 % de tous les immigrants sont venus de cinq pays seulement. À Montréal, les cinq principaux pays d'origine des immigrants récents comptaient pour 29,5 % seulement des immigrants arrivés entre 1991 et 2001. Le principal pays d'origine était Haïti, avec un taux de 6,6 % des nouveaux immigrants à Montréal.

Comparativement à Toronto ou à Vancouver, Montréal a accueilli un nombre proportionnellement supérieur d'immigrants venus de pays africains entre 1991 et 2001 (18,2 % des nouveaux immigrants) ainsi que des pays des Caraïbes, de l'Amérique centrale et du Sud (19,1 % des nouveaux immigrants), mais un nombre proportionnellement moindre d'immigrants venant de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Montréal présente des liens particulièrement solides avec les immigrants issus des pays de la francophonie.

À l'instar de Toronto et de Vancouver, les pays d'origine des immigrants qui s'installent à Montréal ont changé considérablement depuis 1981. L'immigration au Canada en provenance d'autres pays de l'Amérique du Nord et de l'Europe a diminué, tandis que l'immigration en provenance de l'Afrique et de l'Europe de l'Est s'est intensifiée. En partie, c'est le virage des pays d'origine de l'Amérique du Nord et de l'Europe à l'Afrique et les Caraïbes (particulièrement dans le cas de Montréal) et à l'Asie de l'Est et du Sud-Est (surtout à Toronto et à Vancouver) qui permet d'expliquer l'accroissement du nombre d'immigrants qui choisissent de s'installer dans les trois principales RMR du Canada. De plus en plus, les immigrants d'Afrique, des Caraïbes, de l'Asie de l'Est et du Sud tendent à s'installer à Montréal, à Toronto ou à Vancouver, et les immigrants de ces régions représentent une proportion croissante de tous les nouveaux arrivants au Canada. À l'inverse, les immigrants de l'Amérique du Nord et de l'Europe du Nord et de l'Ouest sont moins enclins à s'installer à Montréal, à Toronto ou à Vancouver, et représentent une proportion plus faible de tous les nouveaux arrivants.

Lorsqu'on leur demande pourquoi ils ont choisi de s'installer dans une ville particulière, la plupart des nouveaux immigrants reçus à Montréal (31 %) mentionnent la présence d'un conjoint, d'un partenaire ou d'un membre de la famille dans la région, et 18 % mentionnent la présence d'amis. Les réseaux familiaux

et sociaux sont de toute évidence des considérations majeures dans la décision concernant le lieu d'installation. Les attributs uniques de certaines RMR contribuent aussi à attirer des immigrants. À Montréal, 19 % des immigrants dans la catégorie économique ont affirmé que la langue était un facteur important.

Certains faits supplémentaires sur les nouveaux immigrants à Montréal :

- 53 % parlent une langue autre que l'anglais ou le français à la maison, comparativement à 64 % à Toronto
- 35 % sont titulaires d'un diplôme universitaire, comparativement à 22 % des résidents nés au Canada (parmi ceux âgés de 25 à 54 ans)
- à Montréal, environ 1 enfant sur 10 âgé de 0 à 17 ans est un immigrant ou un enfant de nouveaux immigrants, comparativement à 1 enfant sur 4 à Toronto et à Vancouver
- près de la moitié de ces enfants immigrants demeurent dans les ménages où ni l'anglais ni le français est la langue parlée le plus fréquemment par les parents
- les nouveaux immigrants âgés sont plus susceptibles de fréquenter l'école que les résidents du même âge nés au Canada
- en outre, les nouveaux immigrants sont proportionnellement plus nombreux à utiliser le transport en commun pour leurs navettes quotidiennes — soit le double des résidents de Montréal nés au Canada
- les résidents de Montréal sont relativement peu susceptibles d'occuper un logement en propriété, mais c'est particulièrement le cas des immigrants récents : à Montréal, 11,4 % seulement des immigrants qui sont arrivés au Canada entre 1996 et 2001 étaient propriétaires d'une maison, comparativement à 41,3 % à Vancouver.

2.4 Les immigrants et le marché du travail

Comme dans les autres grandes RMR, les immigrants récents à Montréal éprouvent des difficultés croissantes sur le marché du travail. Trois tendances majeures soulèvent des inquiétudes.

Les nouveaux immigrants présentent un taux d'emploi beaucoup plus faible que celui des résidents nés au Canada et le taux d'emploi des immigrants s'est détérioré au cours des dernières décennies. Selon le Recensement de 2001, seulement 60 % des immigrants récents âgés de 25 à 54 ans étaient actifs au cours de l'année, comparativement à 82,4 % des résidents nés au Canada dans le même groupe d'âge. Selon le Recensement de 1981, le taux d'emploi des immigrants dans cette tranche d'âge qui étaient arrivés au Canada entre 1971 et 1981 était de 72 % en 1981. À l'époque, ce taux était légèrement supérieur à celui des résidents nés au Canada.

Même si les nouveaux immigrants ont des taux élevés de diplomation universitaire, la proportion d'immigrants universitaires qui occupent des emplois peu ou moyennement spécialisés était élevée comparativement aux diplômés universitaires nés au Canada en 2001. À titre d'exemple, chez les diplômés universitaires masculins âgés de 25 à 54 ans, environ 21 % occupaient des postes peu ou moyennement spécialisés, comparativement à moins de 10 % des diplômés universitaires nés au Canada. Quoiqu'il en soit, l'utilisation des compétences est supérieure à Montréal par rapport à Toronto ou à Vancouver, où environ le quart des nouveaux immigrants âgés de 25 à 54 ans titulaires d'un diplôme universitaire occupaient un emploi peu ou moyennement spécialisé.

Enfin, les gains annuels des nouveaux immigrants étaient également faibles comparativement à ceux des résidents nés au Canada. Au même titre que le taux d'emploi, le revenu a aussi diminué pour les cohortes plus récentes. En 2000, un nouvel immigrant âgé de 25 à 54 ans occupant un poste à temps plein toute l'année gagnait en moyenne 31 000 $ par année, comparativement à 43 900 $ chez les travailleurs nés au

Canada du même groupe d'âge. De plus, en 1980, un immigrant arrivé entre 1971 et 1981 touchait 39 400 $, soit 27 % de plus que les immigrants arrivés au cours de la décennie suivante. Les conclusions demeurent même en tenant compte d'autres caractéristiques telles que le niveau de scolarité.

2.5 Peuples autochtones

Montréal a déclaré une population autochtone de 11 085 dans le Recensement de 2001, ce qui représente la plus faible population autochtone des 3 RMR les plus grandes. En effet, les Autochtones comptent pour moins de 0,3 % de la population. Toutefois, ces chiffres excluent la réserve de Kahnawake, qui est située à l'intérieur de la RMR de Montréal mais qui n'a pas participé au Recensement de 2001.

À l'instar d'autres RMR, certains indicateurs socio-économiques révèlent des écarts importants entre les populations autochtone et non autochtone :

- le taux d'emploi des Autochtones à Montréal était de 68,8 % en 2001, comparativement à 79,3 % chez les non Autochtones
- le revenu médian d'emploi de tous les travailleurs autochtones en 2000, se chiffrait à 20 033 $, comparativement à 25 216 $ chez les non Autochtones
- en 2000, les Autochtones à Montréal touchent 17 % de leur revenu de transferts gouvernementaux, comparativement à 12 % chez les non Autochtones
- 38 % des enfants autochtones font partie d'une famille monoparentale en 2001, comparativement à 20 % des enfants non autochtones
- le taux de faible revenu chez les peuples autochtones était de 35,5 % en 2000 comparativement à 21,3 % chez les non Autochtones.

2.6 Revenu et faible revenu

Afin de comprendre les conditions dans les RMR du Canada, les questions de revenu et de faible revenu demeurent cruciales. Il convient donc de poser les questions fondamentales suivantes :

- Quelle est la norme médiane de bien-être économique dans les RMR?
- A-t-on relevé un écart grandissant entre les riches et les pauvres?
- Quels groupes sont à risque d'exclusion en raison d'un revenu insuffisant?

Le bien-être économique d'une famille montréalaise typique s'est récemment amélioré après avoir connu un repli progressif au cours des deux dernières décennies. Le revenu médian après impôt d'une famille économique de deux personnes ou plus a chuté, passant de 50 200 $ en 1980 à 41 600 $ en 1993. Il a cependant remonté la pente et a progressé régulièrement dans les années 2000 pour atteindre 49 100 $ en 2004, ce qui correspond aux niveaux enregistrés au début des années 1980.

Bien entendu, ce ne sont pas toutes les familles qui bénéficient nécessairement des vagues de prospérité de la même manière. À titre d'exemple, la proportion des familles touchant un revenu après impôt de moins de 20 000 $ est demeurée plus ou moins la même depuis les années 1980, soit environ 9 %. Toutefois, le taux de faible revenu après impôt a manifesté des signes d'amélioration notable : il a fléchi progressivement après avoir atteint le sommet de 26,7 % en 1997. En 2004, il était de 13,7 %, soit plus faible qu'à toute autre période depuis 1980, lorsque cette statistique a été calculée pour la première fois pour Montréal. En 2004, le taux de faible revenu chez les enfants était de 13,5 %, ce qui se situe près du taux le plus faible au cours de la période de 25 ans (qui a été atteint en 2004).

Même si ces gains chez les familles à faible revenu étaient très importants, le groupe dont le revenu a augmenté le plus rapidement au cours des années 2000 est celui des familles gagnant 80 000 $ ou plus. Durant les années 1980, de 13 % à 15 % environ des familles économiques comptant deux personnes ou plus ont touché un revenu après impôt de 80 000 $ ou plus. Ce montant a chuté, s'établissant à 10 % pendant presque toutes les années du début de la décennie 1990, mais de 2001 à 2004, environ 20 % des familles ont gagné un revenu supérieur à 80 000 $. Cette croissance rapide chez les familles économiques au haut de l'échelle de répartition des revenus est à l'origine d'une inégalité économique croissante entre les familles.

La récente augmentation du revenu à Montréal s'est surtout matérialisée à partir de l'an 2000, c'est pourquoi les données du Recensement de 2001 ne reflètent pas cette tendance. Le recensement ne recueille pas de renseignements à propos de l'impôt sur le revenu, voilà pourquoi les statistiques du revenu tirées du recensement sont seulement calculées à partir du revenu avant impôt. Néanmoins, le recensement demeure la source la plus fiable et la plus exacte de données afin de comprendre les conditions économiques de certains sous-groupes parmi la population des RMR. Le Recensement de 2001 révèle que les taux de faible revenu étaient largement supérieurs chez certains groupes.

À titre d'exemple, le taux de faible revenu avant impôt était de 45,6 % chez les nouveaux immigrants à Montréal, comparativement à 21,4 % pour l'ensemble de la RMR. Cependant, parce qu'il y avait moins de nouveaux immigrants à Montréal, les immigrants représentaient une part moins grande de la population à faible revenu de Montréal par rapport à Toronto ou à Vancouver. Le taux de faible revenu était aussi plus élevé chez les Autochtones (35,5 %) et les familles monoparentales (47,9 %). Il est à souhaiter que les résultats du Recensement de 2006 permettent d'expliquer les gains réalisés par ces groupes suite à l'accroissement du revenu observé ces dernières années.

De plus, le recensement demeure la meilleure source en vue de comprendre l'emplacement géographique des personnes à faible revenu. Nous savons que certaines villes centrales dans les RMR canadiennes n'ont pas connu une croissance aussi rapide que celles des banlieues, et certaines ont même enregistré une perte de population. Cela soulève la question de savoir si les personnes à faible revenu se concentrent davantage dans les centres-villes des municipalités canadiennes, comme c'est le cas de certaines villes américaines.

De fait, les RMR canadiennes présentent un profil différent à cet égard. Montréal est un exemple de RMR qui compte plusieurs groupes distincts de quartiers à faible revenu qui avoisinent un centre-ville relativement prospère (figure 4). De plus, les quartiers à faible revenu sont remis en valeur au centre-ville, et le nombre de ces quartiers qui sont toujours situés au centre-ville diminue. À Montréal, par exemple, le Plateau Mont-Royal est l'un des deux quartiers pour lesquels le taux de faible revenu était supérieur à 40 % dans les années 1980 mais qui ne l'était plus en 2000. L'autre quartier est le Vieux-Montréal, où de nombreux condominiums ont été construits. Cependant, trois autres quartiers à faible revenu éloignés du centre-ville ont pris de l'expansion au cours de la période : Hochelaga-Maisonneuve à l'est, Côte-des-Neiges et Parc-Extension.

2.7 Se rendre au travail

La croissance de la population plus modeste observée à Montréal signifie que la RMR n'a pas encore connu une croissance de l'emploi dans les banlieues aussi significative que celle observée à Toronto. De 1996 à 2001, le nombre d'emplois créés dans un rayon de 15 km autour du centre-ville a été de 70 600, alors qu'on a dénombré 63 800 emplois de plus dans les zones situées à plus de 15 km.

Tout comme les autres grandes RMR, cependant, Montréal fait face à un défi afin d'encourager les travailleurs à utiliser le transport en commun parmi ceux dont l'emploi est situé à l'extérieur du centre-ville. Alors que 54,9 % des 269 000 travailleurs situés dans le secteur du centre des affaires utilisaient le transport en commun pour se rendre au travail, seulement 15,0 % des 196 000 travailleurs situés dans le secteur industriel de l'aéroport Pierre-Elliot-Trudeau en faisaient autant. La plupart des autres utilisaient la voiture.

Chapitre 3

Vancouver

3.1 Croissance démographique

Avec une population de 2 208 333 en 2005, Vancouver est la 3ième RMR en importance au Canada, soit près du double d'Ottawa–Gatineau qui occupe le 4ième rang (tableau 3). La RMR comprend 25 municipalités, les plus grandes sont Vancouver et Surrey. Avec un taux de croissance annuel moyen de 2,3 % de 1986 à 2005, Vancouver arrive au premier rang en termes de croissance démographique parmi les trois plus grandes RMR. Toutefois, la croissance a ralenti quelque peu, se situant en moyenne à 1,6 % par année de 2000 à 2005, un taux légèrement inférieur à celui de Toronto pour la même période. Vancouver a une longue histoire de croissance attribuable à la migration interprovinciale et infraprovinciale, mais une économie plus faible (surtout dans les années 1990), la vague de prospérité en Alberta, de même que le pouvoir d'attraction de la RMR d'Abbotsford située tout près ont entraîné une diminution de la population nette de Vancouver par rapport aux autres régions du Canada ces dernières années.

Selon le Recensement de 2001, la principale source de la croissance démographique de Vancouver était l'immigration, et 38 % des résidents de Vancouver étaient des immigrants cette année-là. L'influence de l'immigration est telle qu'on prévoit que, d'ici 2017, 44 % de la population de Vancouver sera composée d'immigrants et 49 % de minorités visibles, en hausse par rapport au taux de 36 % enregistré en 2001.

3.2 Croissance au centre-ville et dans les banlieues

Parmi les trois plus grandes RMR du pays, Vancouver est celle ayant connu la croissance la plus rapide au centre-ville. À Vancouver, 18,6 % de la croissance de la population était localisée à moins de 5 km du centre-ville, comparativement à 9,4 % à Toronto et 0,8 % à Montréal. La construction de condominiums au centre-ville, de même que les limites géographiques naturelles que constituent les montagnes sont deux facteurs qui pourraient avoir contribué à une plus grande concentration de la croissance au centre-ville à Vancouver. Toutefois, la croissance de la population s'étend bien au-delà des limites de la RMR, tel que démontré par la croissance rapide de la RMR d'Abbotsford. En fait, environ le tiers des travailleurs résidant à Abbotsford font la navette pour travailler à Vancouver, se déplaçant en moyenne 35 km aller et retour, chaque jour.

Alors que la croissance de la population semble assez équilibrée entre le centre-ville et les banlieues, la croissance de l'emploi, elle, a surtout favorisé les banlieues (tout comme dans les autres grandes RMR). De 1996 à 2001, 32 000 emplois ont été créés dans des zones situées à moins de 15 km du centre-ville comparativement à 41 000 dans les zones situées à plus de 15 km du centre-ville. Un enjeu qui ressort d'une croissance rapide en banlieue est la question du transport des travailleurs vers ces endroits plus éloignés. Alors que 25 % des travailleurs employés à moins de 5 km du centre-ville utilisaient le transport en commun en 2001, moins de 10 % de ceux employés à plus de 15 km en faisaient autant (ces deux pourcentages sont probablement sous-évalués en raison d'une grève du transport en commun qui avait cours en 2001 à Vancouver). Étant donné que la croissance future de l'emploi risque également d'être décentralisée, cela pourrait créer un défi de taille pour la prestation des services de transport en commun.

3.3 Marchés du travail

Avec 1,2 millions de travailleurs, le marché de l'emploi de Vancouver est le 3ième en importance au Canada. Avec un taux de croissance de 2,2 % par année (environ 22 500 travailleurs), c'est aussi le marché du travail qui a connu la croissance la plus rapide parmi les 3 grandes RMR de 1986 à 2005. Avec un taux de chômage de 5,7 % en 2005, Vancouver a enregistré le taux de chômage le plus élevé de toutes les RMR de l'Ouest. Toutefois, le taux de chômage de Vancouver a diminué progressivement depuis son dernier sommet de 7,7 % en 2001. Le chômage en 2005 a connu son taux le plus faible depuis que les taux de chômage ont commencé à être publiés en 1986. En 2005, le taux de chômage à Vancouver était aussi faible que les taux enregistrés avant la récession de 1981-1982.

Le taux d'emploi de Vancouver a augmenté progressivement, se situant à 63,3 % en 2005 depuis son dernier creux en 1998. Le taux d'emploi de Vancouver devance légèrement celui de Montréal, mais se situe légèrement en retrait de celui de Toronto. Quoi qu'il en soit, la proportion de travailleurs à temps plein toute l'année en 2000 était de 51,9 %, comparativement à 55,7 % à Montréal et à 58,4 % à Toronto.

Même si l'emploi était fort, le revenu a montré des signes de fléchissement au moins jusqu'en 2000. De 1980 à 2000, le revenu médian des travailleurs à temps plein toute l'année à Vancouver a diminué de 1 400 $, pour se situer à 39 400 $. En 1980, le revenu médian était plus élevé à Vancouver qu'à Toronto, mais c'était l'inverse en 2000.

Les améliorations dans l'emploi et le chômage ainsi que la stabilité relative du revenu médian masquent la situation de plus en plus précaire de certaines personnes sur les marchés du travail. À titre d'exemple, le revenu médian des femmes occupant un poste à temps plein toute l'année a crû de 16 %, mais celui des hommes travaillant à temps plein toute l'année a diminué de 9 %. Les gains au 10ième percentile ont baissé de 25 % entre 1980 et 2000, soit la baisse la plus marquée parmi les 3 grandes RMR. Entre-temps, les gains au 90ième percentile ont crû de 5,3 % au cours de la même période, de sorte que l'écart s'est creusé entre les personnes fortement et faiblement rémunérées.

Les revenus des travailleurs âgés de 25 à 34 ans à Vancouver ont baissé de 11,7 %, mais ceux des travailleurs de ceux de la tranche d'âge de 45 à 54 ans de 3,7 % seulement, ce qui démontre que la situation s'est aggravée pour les jeunes travailleurs. De plus, les revenus à Vancouver ont baissé davantage pour les travailleurs ayant fait des études secondaires que pour ceux ayant fait des études universitaires, tandis qu'à Montréal et à Toronto, les pertes de revenu étaient à peu près égales chez ces deux types de travailleurs. La situation des nouveaux immigrants sur le marché du travail s'est également détériorée.

3.4 Immigration

À l'instar des autres grandes RMR, la population de Vancouver a connu une forte croissance entraînée par l'immigration de 1987 à 2005. En moyenne, Vancouver a accueilli 31 000 immigrants par année, contribuant près de 1,5 point de pourcentage (net) à la croissance globale de 2,2 %. Cette contribution à la croissance des RMR venait derrière celle de Toronto pour ce qui est du pourcentage de la contribution à la croissance démographique. Les autres facteurs qui expliquent la croissance de Vancouver sont l'accroissement naturel et un gain modeste de migrants venus d'autres régions du Canada. En 2001, environ 38 % de la population de Vancouver était composée d'immigrants, et près de un résident de Vancouver sur cinq était un nouvel immigrant.

Alors que l'immigration est une importante source de croissance démographique dans les trois plus grandes RMR, les différences rattachées aux pays d'origines des immigrants sont majeures. Comparativement à Montréal et à Toronto, les immigrants qui se sont installés à Vancouver de 1991 à 2001 étaient plus susceptibles de venir de l'Asie de l'Est. Les immigrants de cette région comptaient pour 51 % des immigrants qui se sont installés à Vancouver au cours de cette période, comparativement à 21,5 % à Toronto et à 9,2 % à Montréal. Les immigrants à Vancouver venaient d'un groupe moins diversifié de pays : les cinq

premiers ont compté pour 62,3 % de tous les immigrants, comparativement à 41,3 % à Toronto et à 29,5 % à Montréal. Les cinq principaux pays d'origine des immigrants de Vancouver étaient la Chine, 18 %; Hong-Kong, 15,1 %; Taïwan, 11,8 %; l'Inde, 9,4 %; et les Philippines, 8,0 %. La position dominante de la Chine (et Hong-Kong) à titre de principal pays d'origine des immigrants installés à Vancouver reflète vraisemblablement le fait que ces derniers sont aussi disproportionnellement plus nombreux dans la catégorie économique et moins susceptibles d'appartenir à la catégorie des réfugiés, comparativement à Toronto ou à Montréal.

Bien que la première génération d'immigrants représente une part importante de la population, l'incidence de l'immigration est encore plus importante lorsqu'on considère la proportion de la population ayant des liens étroits avec l'immigration, c'est-à-dire ceux de la seconde génération ou les enfants d'immigrants. À Vancouver, près des deux tiers des résidents sont soit eux-mêmes des immigrants ou des enfants d'immigrants.

Certains faits supplémentaires sur les nouveaux immigrants à Vancouver :

- 73 % parlent essentiellement une langue autre que l'anglais ou le français à la maison (comparativement à 64 % à Toronto)
- 37 % de ceux âgés de 25 à 54 ans ont un diplôme universitaire (comparativement à 25 % des résidents nés au Canada)
- À Vancouver, environ un enfant sur quatre âgé de 0 à 17 ans est un immigrant ou un enfant de nouveaux immigrants
- Près des trois quarts de ces enfants demeurent dans des ménages où ni l'anglais ni le français est la langue que les parents parlent le plus fréquemment
- Les nouveaux immigrants âgés sont plus portés à fréquenter l'école que les résidents du même âge nés au Canada
- Les immigrants récents à Vancouver sont deux fois plus susceptibles d'utiliser le transport en commun pour leurs navettes quotidiennes que les résidents nés au Canada
- L'immigration a été marquée par un virage en défaveur des pays d'origine traditionnels de l'Europe et de l'Amérique du Nord
- Au moins 41,3 % des nouveaux immigrants (qui sont arrivés entre 1996 et 2001) occupaient un logement en propriété en 2001, comparativement à 33,2 % à Toronto et à 11,4 % à Montréal.

3.5 Les immigrants et le marché du travail

Les immigrants sont très scolarisés et apportent une contribution considérable à la réserve de capital humain dont disposent les RMR. Malgré ce niveau de scolarité élevé, les immigrants ont perdu du terrain sur le marché du travail et plusieurs touchent un faible revenu. Trois tendances majeures soulèvent des inquiétudes.

Les taux d'emploi des nouveaux immigrants sont largement inférieurs à ceux des résidents nés au Canada et ont diminué pour les cohortes plus récentes. Selon le Recensement de 2001, seulement 63 % des nouveaux immigrants âgés de 25 à 54 ans étaient employés au cours de l'année, comparativement à 83 % des résidents nés au Canada appartenant au même groupe d'âge. De plus, selon le Recensement de 1981, le taux d'emploi des nouveaux immigrants était beaucoup plus élevé. Le taux d'emploi des immigrants âgés de 25 à 54 ans qui se sont installés au Canada entre 1971 et 1981 était de 78 % en 1981, soit un taux équivalent à celui des résidents nés au Canada enregistré cette année-là.

Même si les nouveaux immigrants affichent un taux de diplomation élevé, la proportion d'immigrants ayant fait des études universitaires qui occupent des postes peu ou moyennement spécialisés était importante, comparativement aux diplômés universitaires nés au Canada en 2001. À titre d'exemple, chez les diplômés universitaires masculins âgés de 25 à 54 ans, environ 25 % occupaient un poste peu ou moyennement spécialisé, comparativement à moins de 12 % des diplômés nés au Canada.

Par le passé, les immigrants arrivés au Canada touchaient initialement un revenu inférieur à celui de leurs homologues nés au Canada, mais avec le temps et en acquérant de l'expérience au Canada, leur revenu rattrapait celui des personnes nées au Canada. De plus en plus, les faits montrent cependant que la situation des nouveaux arrivants n'est pas aussi enviable. Les immigrants masculins, qui se sont installés à Toronto de 1995 à 1999, ont touché un revenu équivalent à 55 % du revenu des travailleurs comparables nés au Canada au cours des premières années après leur arrivée, ce qui montre que leur niveau de revenu était largement inférieur à celui des immigrants d'autrefois (figure 5). Si les nouveaux immigrants veulent combler ce retard, leur revenu devra donc s'accroître à un rythme beaucoup plus rapide que celui des immigrants précédents.

3.6 Peuples autochtones

Selon le Recensement de 2001, on comptait 36 860 Autochtones à Vancouver, ce qui représente la plus importante population autochtone dans les 3 plus grandes RMR et la 3ième plus importante population autochtone urbaine, derrière Winnipeg avec 55 760 et Edmonton avec 40 930.

La population autochtone est plus jeune que la population non autochtone. À Vancouver, 26,4 % des Autochtones étaient âgés de 0 à 14 ans, comparativement à 17,4 % des non Autochtones. De plus, bien qu'on reconnaisse l'éducation comme un facteur clé de réussite dans la vie, le taux de fréquentation scolaire des Autochtones âgés de 15 à 24 ans était inférieur de 15 points de pourcentage à celui de leurs homologues non autochtones.

À l'instar d'autres RMR, certains indicateurs socio-économiques révèlent des écarts importants entre les Autochtones et les non Autochtones :

- le taux d'emploi des Autochtones à Vancouver se situait à 61,8 % en 2001, comparativement à 78,2 % chez les non Autochtones (figure 6)
- le revenu médian d'emploi parmi tous les travailleurs autochtones (employés à temps plein toute l'année) se chiffrait à 20 038 $, comparativement à 27 836 $ chez les non Autochtones
- les Autochtones à Vancouver touchent 17 % de leur revenu des transferts gouvernementaux, comparativement à 10 % chez les non Autochtones
- 43 % des enfants autochtones font partie d'une famille monoparentale, comparativement à 16 % des enfants non autochtones
- le taux de faible revenu chez les peuples autochtones se situait à 40,9 %, comparativement à 19,0 % des non Autochtones.

Une autre dimension où la population autochtone urbaine diffère de celle des autres RMR est la mobilité, soit d'une RMR à l'autre, ou d'un quartier à l'autre à l'intérieur des RMR. En 2001, 13 % des Autochtones à Vancouver s'étaient installés dans la RMR après 1996, et 17 % ont quitté la ville durant cette période. De plus, les déménagements à l'intérieur de la RMR étaient plus fréquents chez les peuples autochtones que chez les autres résidents. Les niveaux élevés de mobilité chez la population autochtone entraînent des pressions importantes sur les organismes de prestation de services qui font face au roulement élevé de leur clientèle. De plus, cette mobilité peut entraîner un environnement scolaire moins stable pour les enfants autochtones.

3.7 Revenu et faible revenu

Deux aspects fondamentaux de la vie communautaire dans les centres urbains sont la pauvreté et l'inclusion sociale. La qualité de vie dans les villes est fonction de la capacité des citoyens de participer pleinement à la vie sociale, ce qui signifie en partie toucher un revenu suffisant pour avoir un niveau de vie conforme aux normes sociales. L'inclusion signifie que certains groupes, comme les peuples autochtones, les immigrants et les familles monoparentales ne doivent pas être laissés pour compte.

Bien qu'il y ait de nombreuses dimensions associées à l'inclusion sociale, un revenu suffisant est l'une des plus importantes. Il convient de poser les questions fondamentales suivantes :

- Quel est le revenu médian dans la RMR?
- Y a-t-il une polarisation accrue entre les riches et les pauvres?
- Est-ce que certains groupes sont laissés pour compte?

À Vancouver, le revenu médian a diminué tout au long des années 1990, mais en 2004, il se situait à des taux comparables à ceux enregistrés dans les années 1980. Le revenu médian d'une famille économique comptant deux personnes ou plus était de 54 800 $ en 2004, ce qui est à peu près comparable aux niveaux enregistrés entre 1983 et 1990. La proportion des familles touchant un revenu après impôt inférieur à 20 000 $ a atteint un sommet en 1997, soit de 13,1 %, mais a diminué progressivement depuis, s'établissant à 8,1 % en 2004. La proportion des familles qui gagnent un revenu après impôt de plus de 80 000 $ a progressé régulièrement depuis le milieu des années 1980, et s'élevait à 25,3 % en 2004. Cela s'est traduit par une inégalité croissante du revenu après impôt à Vancouver.

Récemment, Vancouver a enregistré un taux de faible revenu après impôt constamment élevé. Même si le taux de 2004 (17 %) représente une amélioration par rapport au sommet de 21,1 % affiché en 1996, il demeure plus élevé que le taux enregistré au cours de la plupart des années avant 1990 — même si le taux de chômage à Vancouver est à son niveau le plus bas depuis les années 1980.

Comme c'était le cas à Montréal et à Toronto, les tendances du revenu se sont intensifiées depuis le Recensement de 2001. Le recensement recueille seulement des renseignements sur le revenu avant impôt, ce qui fait que les tendances constatées en se fondant sur les données du recensement demeurent partiellement incomplètes. Néanmoins, le recensement demeure la meilleure source de données afin d'évaluer les conditions des sous-groupes ou des plus petites régions géographiques, comme les quartiers. Le Recensement de 2001 montre manifestement que certains groupes, comme les immigrants, les Autochtones et les familles monoparentales, présentent généralement des taux de faible revenu largement supérieurs au taux calculé pour l'ensemble de Vancouver. À titre d'exemple, le taux de faible revenu avant impôt chez les nouveaux immigrants à Vancouver était de 37,2 %, comparativement à 19,4 % pour l'ensemble de la RMR. Le taux de faible revenu des Autochtones était de 40,9 % et celui des familles monoparentales était de 43,8 %. Il est à souhaiter que les résultats du Recensement de 2006 permettent de montrer les gains réalisés par ces groupes suite à la récente augmentation des revenus.

Nous savons que les tendances de faible revenu chez les nouveaux immigrants ont largement contribué à l'évolution des taux de faible revenu à Vancouver jusqu'en 2000. Depuis 1981, les recensements ont révélé un taux de faible revenu progressivement à la hausse chez les nouveaux immigrants et un taux de faible revenu relativement stable parmi les autres segments de la population. Dans l'ensemble, Vancouver a connu la plus forte hausse du taux de faible revenu parmi les 27 RMR de 1980 à 2000. C'est chez la population des nouveaux immigrants que l'augmentation du faible revenu a été la plus prononcée à Vancouver. En 2000, 37,2 % des nouveaux immigrants gagnaient un faible revenu (avant impôt), ce qui représente plus du double de la proportion de 16,3 % enregistrée il y a deux décennies.

Les données du recensement montrent également où sont situés les quartiers à faible revenu à Vancouver. On définit généralement un quartier à faible revenu comme un quartier dont le taux de faible revenu est supérieur à 40 %. Comparativement aux autres régions métropolitaines, Vancouver présente relativement peu de quartiers ayant un taux de faible revenu aussi élevé en 2000. Une importante concentration de quartiers à faible revenu se situait dans le Lower Eastside, qui longe la rue Hastings. De plus, deux petites concentrations étaient situées près de New Westminster et à Surrey-Nord.

Conclusion

Au cours des dernières années, la demande de statistiques au niveau des villes ou au niveau local a augmenté de façon constante. La série des *Tendances et Conditions dans les régions métropolitaines de recensement* visait à répondre partiellement à cette demande en publiant de l'information statistique et de l'analyse contextuelle au sujet des plus grandes régions urbaines du Canada. Le présent rapport fournit un sommaire statistique portant sur les développements socio-économiques les plus significatifs dans les trois plus grandes RMR : Toronto, Montréal et Vancouver.

Étant donné l'importance grandissante accordée au bien-être des communautés, l'importance demeure quant à la nécessité de brosser un tableau plus détaillé des régions métropolitaines du Canada. Le Recensement de 2006 représentera certainement une source très riche de données qui offrira l'opportunité de mettre cette information à jour et de l'enrichir davantage. De plus, les données en provenance de certaines sources administratives et d'enquêtes spéciales basées sur les communautés ont permis, ces dernières années, d'en savoir plus au sujet des unités géographiques plus petites. Le travail entrepris sur le plan des infrastructures publiques, de la situation fiscale et de l'environnement naturel mènera certainement à des connaissances supplémentaires sur le plan local. Les recherches futures pourraient tenter d'intégrer ces divers sujets de façon plus approfondie encore, afin de brosser un tableau statistique plus complet des régions métropolitaines que celui effectué dans ce rapport.

Enfin, même si le présent rapport ne se concentre que sur les trois plus grandes RMR, il est probable qu'une demande similaire existe pour d'autres RMR, et également pour les municipalités qui sont incluses dans les RMR. Les besoins sont tels qu'il serait approprié de reconsidérer la façon dont les communautés sont étudiées en général, en poursuivant l'analyse de façon à inclure les villes plus petites et les communautés rurales plus éloignées. En poursuivant l'analyse de cette façon, cela pourrait mener à une meilleure compréhension des endroits où vivent les Canadiens, et cela permettrait aux décideurs publics, aux urbanistes et à tous ceux qui sont intéressés au bien-être des villes et des communautés de bénéficier d'outils d'analyse appropriés.

Bibliographie

Heisz, A. et L. McLeod. 2004. *Faible revenu dans les régions métropolitaines de recensement, 1980 à 2000.* Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement. Direction des études analytiques. N° 89-613-MIF2004001 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Heisz, A. et S. LaRochelle-Côté. 2005. *Le travail et le navettage dans les régions métropolitaines de recensement, 1996 à 2001.* Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement. Direction des études analytiques. N° 89-613-MIF2005007 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Heisz, A., S. LaRochelle-Côté, M. Bordt et S. Das. 2005. *Marchés du travail, activité économique et croissance et mobilité de la population dans les RMR du Canada.* Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement. Direction des études analytiques. N° 89-613-MIF2005006 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Heisz, A. 2005. *Dix choses à savoir sur les régions métropolitaines du Canada : synthèse de la série « Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement » de Statistique Canada.* Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement. Direction des études analytiques. N° 89-613-MIF2005009 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Schellenberg, G. 2004. *Les immigrants dans les régions métropolitaines de recensement.* Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement. Direction des études analytiques. N° 89-613-MIF2004003 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Siggner, A. J. et R.Costa. 2005. *Situation des peuples Autochtones dans les régions métropolitaines de recensement, 1981 à 2001.* Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement. Direction des études analytiques. N° 89-613-MIF2005008 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 2006. Revue chronologique de la population active 2005. Division de la statistique du travail, n° 71F0004XCB au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 2006. *Le Revenu au Canada 2004.* Division de la statistique du revenu, n° 75-202-XIF au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Tableau 1 Toronto

Population (2005) : 5 304 090
Croissance annuelle de la population (1986 à 2005) : 2,1 %
Pourcentage de la population immigrante (2001) : 43,7 %
Pourcentage de la population ayant immigré entre 1991 et 2001 (en date de 2001) : 17 %
Pourcentage des immigrants arrivés entre 1991 et 2001 qui résidaient à Toronto en 2001 : 43,3 %
Pourcentage de la population autochtone (2001) : 0,4 %

Emploi et chômage	2005	2004	2000	1989
Taux de chômage (%)	7,0	7,5	5,5	3,9
Taux d'emploi (%)	64,5	64,7	64,9	69,8
Taux d'emploi chez les hommes (%)	70,5	70,7	71,1	78,5
Taux d'emploi chez les femmes (%)	58,9	58,8	58,9	61,5

Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année (en dollars de 2000)		2000	1990	1980
Tous (médiane)		40 000	38 200	38 000
Hommes (médiane)		44 000	44 500	45 000
Femmes (médiane)		35 000	32 500	29 000
Tous (10ème percentile)		15 000	17 300	18 400
Tous (90ème percentile)		83 500	74 600	71 800

Conditions du marché du travail des immigrants (25 à 54 ans)	Taux d'emploi	Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année (moyenne en dollars de 2000)		
	2001 (%)	2000	1990	1980
Immigrants				
1 à 10 années au Canada (nouveaux immigrants)	71,3	36 700	36 400	36 300
11 à 20 années au Canada	81,5	47 700	43 000	41 300
20 années ou plus au Canada	83,1	52 100	50 100	45 800
Nés au Canada	85,6	58 400	51 100	48 300

Conditions du marché du travail des Autochtones		2001	En pourcentage des conditions des non Autochtones
Taux d'emploi (25 à 54 ans)		74,1	91 %
Gains annuels (tous les travailleurs de 15 ans et plus, en dollars de 2000)		26 000	87 %

Revenu familial des familles économiques comprenant au moins deux personnes (en dollars de 2004)	2004	Moyenne de 2000 à 2004	Moyenne de 1995 à 1999	Moyenne de 1985 à 1989
Médiane ($)	62 800	63 860	57 840	60 620
Pourcentage avec moins de 20 000 $	5,7	5,4	6,1	4,3
Pourcentage avec 20 000 $ à 39 999 $	19,9	18,5	23,0	18,9
Pourcentage avec 40 000 $ à 80 000 $	40,8	42,3	43,2	48,1
Pourcentage avec 80 000 $ et plus	33,6	33,9	27,7	28,7

Faible revenu après impôt	2004	Moyenne de 2000 à 2004	Moyenne de 1995 à 1999	Moyenne de 1985 à 1989
Pourcentage de tous les individus	12,4	11,9	14,8	10,1
Pourcentage des enfants de moins de 18 ans	16,6	14,4	18,6	11,8

Faible revenu avant impôt parmi certains groupes		2000	1990	1980
Tous		15,1	13,3	15,3
Nouveaux immigrants		28,1	23,7	20,6
Peuples autochtones		26,9		
Familles monoparentales		40,7		48,2

.. n'ayant pas lieu de figurer

Sources : Population, croissance annuelle de la population : Statistique Canada, Cansim. Pourcentage de la population immigrante, pourcentage de la population ayant immigré entre 1991 et 2001, Pourcentage de la population arrivé entre 1991 et 2001 qui résidant à Toronto en 2001, Pourcentage de la population autochtone : Recensement du Canada de 2001. Emploi et chômage : Revue chronologique de la population active, 2005. Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2005006 au catalogue. Conditions du marché du travail des immigrants : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2005006 au catalogue et Recensements du Canada de 1981, 1991 et 2001. Conditions du marché du travail des Autochtones : Statistique Canada, nº 89-613-MIF 2005008 au catalogue. Revenu familial des familles économiques comportant au moins deux personnes et faible revenu après impôt : Le Revenu au Canada, 2004. Faible revenu avant impôt parmi certains groupes « à risque » : Statistique Canada, nº 89-613-MIF 2004001 au catalogue.

Tableau 2 Montréal

Population (2005) : 3 635 733
Croissance annuelle de la population (1986 à 2005) : 0,8 %
Pourcentage de la population immigrante (2001) : 18,4 %
Pourcentage de la population ayant immigré entre 1991 et 2001 (en date de 2001) : 6,4 %
Pourcentage des immigrants arrivés entre 1991 et 2001 qui résidaient à Toronto en 2001 : 11,8 %
Pourcentage de la population autochtone (2001) : 0,3 %

Emploi et chômage	2005	2004	2000	1989
Taux de chômage (%)	8,7	8,7	7,8	9,5
Taux d'emploi (%)	61,5	61,6	60,1	60,3
Taux d'emploi chez les hommes (%)	66,1	66,5	66,2	70,2
Taux d'emploi chez les femmes (%)	57,1	56,9	54,3	51,1

Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année (en dollars de 2000)		2000	1990	1980
Tous (médiane)		35 000	35 100	35 900
Hommes (médiane)		39 000	40 000	41 100
Femmes (médiane)		30 000	29 100	27 900
Tous (10ème percentile)		13 600	14 500	17 300
Tous (90ème percentile)		70 000	66 600	65 600

Conditions du marché du travail des immigrants (25 à 54 ans)	Taux d'emploi	Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année (moyenne en dollars de 2000)		
	2001 (%)	2000	1990	1980
Immigrants				
1 à 10 années au Canada (nouveaux immigrants)	60,3	31 000	30 000	39 400
11 à 20 années au Canada	71,8	34 400	38 100	42 000
20 années ou plus au Canada	78,2	42 800	42 700	43 900
Nés au Canada	82,4	43 900	42 200	44 500

Conditions du marché du travail des Autochtones	2001	En pourcentage des conditions des non Autochtones
Taux d'emploi (25 à 54 ans)	68,8	87 %
Gains annuels (tous les travailleurs de 15 ans et plus, en dollars de 2000)	20 033	79 %

Revenu familial des familles économiques comprenant au moins deux personnes (en dollars de 2004)	2004	Moyenne de 2000 à 2004	Moyenne de 1995 à 1999	Moyenne de 1985 à 1989
Médiane ($)	49 100	48 480	44 260	48 160
Pourcentage avec moins de 20 000 $	6,7	8,1	10,7	8,7
Pourcentage avec 20 000 $ à 39 999 $	28,1	28,6	33,0	27,2
Pourcentage avec 40 000 $ à 80 000 $	45,6	43,9	43,9	49,5
Pourcentage avec 80 000 $ et plus	19,7	19,5	12,4	14,6

Faible revenu après impôt	2004	Moyenne de 2000 à 2004	Moyenne de 1995 à 1999	Moyenne de 1985 à 1989
Pourcentage de tous les individus	13,7	16,5	24,0	18,1
Pourcentage des enfants de moins de 18 ans	13,5	16,6	28,2	19,8

Faible revenu avant impôt parmi certains groupes	2000	1990	1980
Tous	21,4	21,2	21,6
Nouveaux immigrants	45,6	45,1	33,6
Peuples autochtones	35,5	..	..
Familles monoparentales	47,9	..	57,9

.. n'ayant pas lieu de figurer

Sources : Population, croissance annuelle de la population : Statistique Canada, Cansim. Pourcentage de la population immigrante, pourcentage de la population ayant immigré entre 1991 et 2001, Pourcentage de la population arrivé entre 1991 et 2001 qui résidait à Toronto en 2001, Pourcentage de la population autochtone : Recensement du Canada de 2001. Emploi et chômage : Revue chronologique de la population active, 2005. Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2005006 au catalogue. Conditions du marché du travail des immigrants : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2005006 au catalogue et Recensements du Canada de 1981, 1991 et 2001. Conditions du marché du travail des Autochtones : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2005008 au catalogue. Revenu familial des familles économiques comptant au moins deux personnes et faible revenu après impôt : Le Revenu au Canada, 2004. Faible revenu avant impôt parmi certains groupes « à risque » : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2004001 au catalogue.

Tableau 3 Vancouver

Population (2005) : 2 208 333
Croissance annuelle de la population (1986 à 2005) : 2,3 %
Pourcentage de la population immigrante (2001) : 37,5 %
Pourcentage de la population ayant immigré entre 1991 et 2001 (en date de 2001) : 16,5 %
Pourcentage des immigrants arrivés entre 1991 et 2001 qui résidaient à Toronto en 2001 : 17,7 %
Pourcentage de la population autochtone (2001) : 1,9 %

Emploi et chômage	2005	2004	2000	1989
Taux de chômage (%)	5,7	6,7	5,8	7,4
Taux d'emploi (%)	63,3	63,1	62,1	63,5
Taux d'emploi chez les hommes (%)	68,4	67,6	67,1	72,5
Taux d'emploi chez les femmes (%)	58,3	58,6	57,2	54,8

Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année (en dollars de 2000)		2000	1990	1980
Tous (médiane)		39 400	37 300	40 800
Hommes (médiane)		43 000	44 400	47 200
Femmes (médiane)		35 000	30 900	30 200
Tous (10ème percentile)		14 600	14 900	19 400
Tous (90ème percentile)		76 000	73 400	72 200

Conditions du marché du travail des immigrants (25 à 54 ans)	Taux d'emploi	Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année (moyenne en dollars de 2000)		
	2001 (%)	2000	1990	1980
Immigrants				
1 à 10 années au Canada (nouveaux immigrants)	63,4	35 000	33 900	41 100
11 à 20 années au Canada	77,2	39 900	41 500	48 600
20 années ou plus au Canada	82,0	48 100	48 700	51 800
Nés au Canada	83,0	51 300	46 600	50 100

Conditions du marché du travail des Autochtones		2001	En pourcentage des conditions des non Autochtones
Taux d'emploi (25 à 54 ans)		61,8	79 %
Gains annuels (tous les travailleurs de 15 ans et plus, en dollars de 2000)		20 038	71 %

Revenu familial des familles économiques comprenant au moins deux personnes (en dollars de 2004)	2004	Moyenne de 2000 à 2004	Moyenne de 1995 à 1999	Moyenne de 1985 à 1989
Médiane ($)	54 800	56 760	53 880	54 860
Pourcentage avec moins de 20 000 $	8,1	9,0	11,2	6,6
Pourcentage avec 20 000 $ à 39 999 $	22,5	21,6	21,9	22,5
Pourcentage avec 40 000 $ à 80 000 $	44,4	43,2	44,0	51,0
Pourcentage avec 80 000 $ et plus	25,3	26,3	22,9	19,7

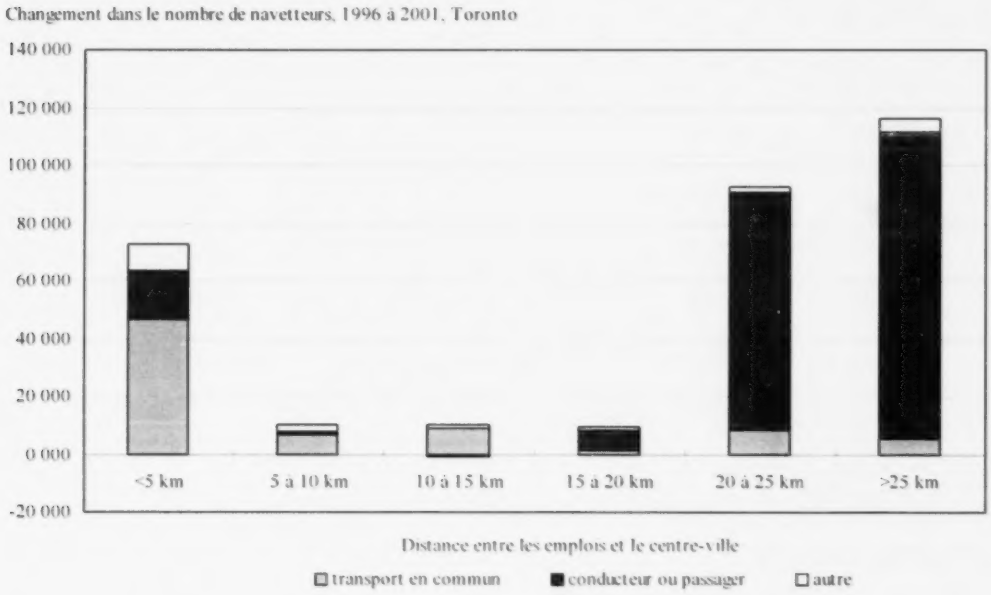
Faible revenu après impôt	2004	Moyenne de 2000 à 2004	Moyenne de 1995 à 1999	Moyenne de 1985 à 1989
Pourcentage de tous les individus	17,0	17,3	19,8	14,6
Pourcentage des enfants de moins de 18 ans	22,2	18,8	20,5	16,1

Faible revenu avant impôt parmi certains groupes		2000	1990	1980
Tous		19,4	16,4	16,0
Nouveaux immigrants		37,2	26,9	16,3
Peuples autochtones		40,9		
Familles monoparentales		43,8		45,6

.. n'ayant pas lieu de figurer

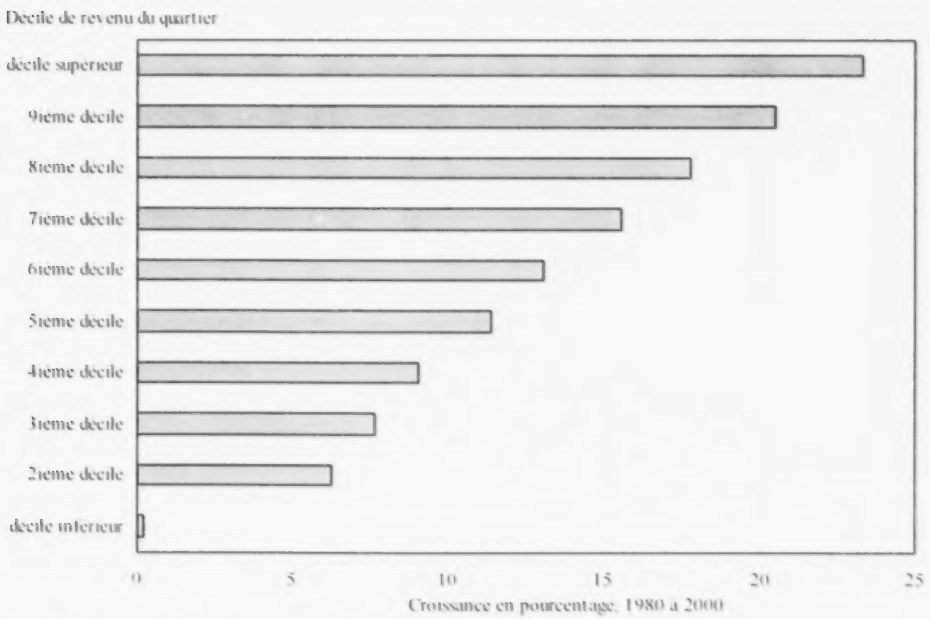
Sources : Population, croissance annuelle de la population : Statistique Canada, Cansim. Pourcentage de la population immigrante, pourcentage de la population ayant immigré entre 1991 et 2001, Pourcentage de la population arrivé entre 1991 et 2001 qui résidait à Toronto en 2001, Pourcentage de la population autochtone : Recensement du Canada de 2001. Emploi et chômage : Revue chronologique de la population active, 2005. Gains annuels des travailleurs à temps plein toute l'année : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2005006 au catalogue. Conditions du marché du travail des immigrants : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2005006 au catalogue et Recensements du Canada de 1981, 1991 et 2001. Conditions du marché du travail des Autochtones : Statistique Canada, nº 89-613-MIF 2005008 au catalogue. Revenu familial des familles économiques comportant au moins deux personnes et faible revenu après impôt : Le Revenu au Canada, 2004. Faible revenu avant impôt parmi certains groupes « à risque » : Statistique Canada, nº 89-613-MIF2004001 au catalogue.

Figure 1 À Toronto en 2001, 208 000 navetteurs de plus qu'en 1996 se rendaient à un emploi situé à plus de 20 km du centre de la RMR[1]; presque tous utilisaient leur automobile



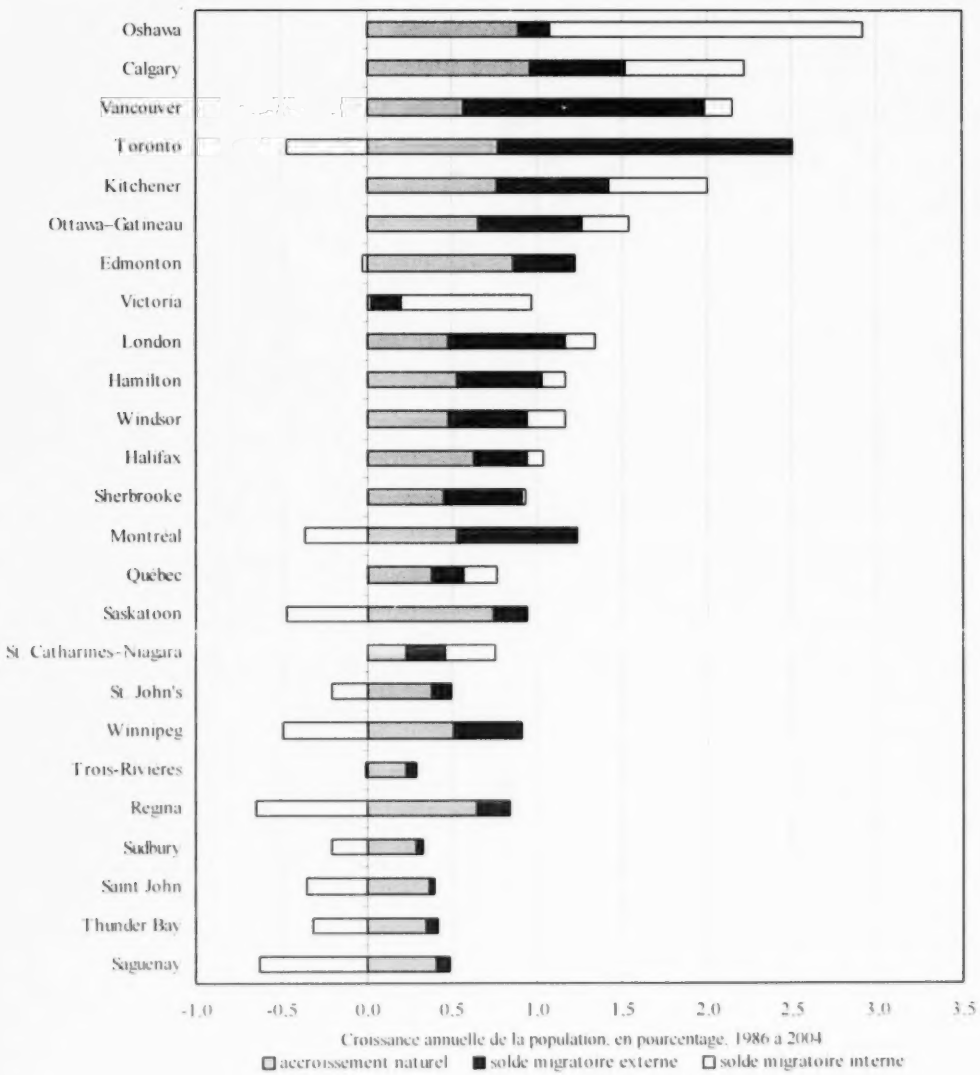
1. Région métropolitaine de recensement.
Source : Statistique Canada, Heisz et LaRochelle-Côté, 2005.

Figure 2 L'écart entre les revenus élevés et faibles dans les quartiers s'est accru à Toronto



Source : Statistique Canada, Heisz et McLeod, 2004.

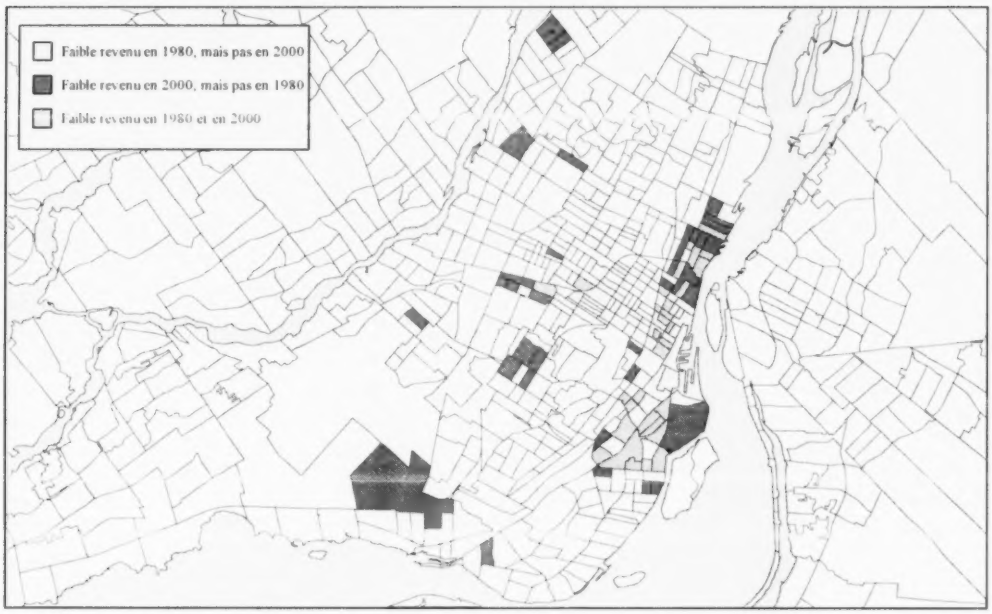
Figure 3 L'immigration contribue moins à l'accroissement de la population de Montréal, comparativement à Toronto ou à Vancouver



Source : Statistique Canada, Heisz, 2005.

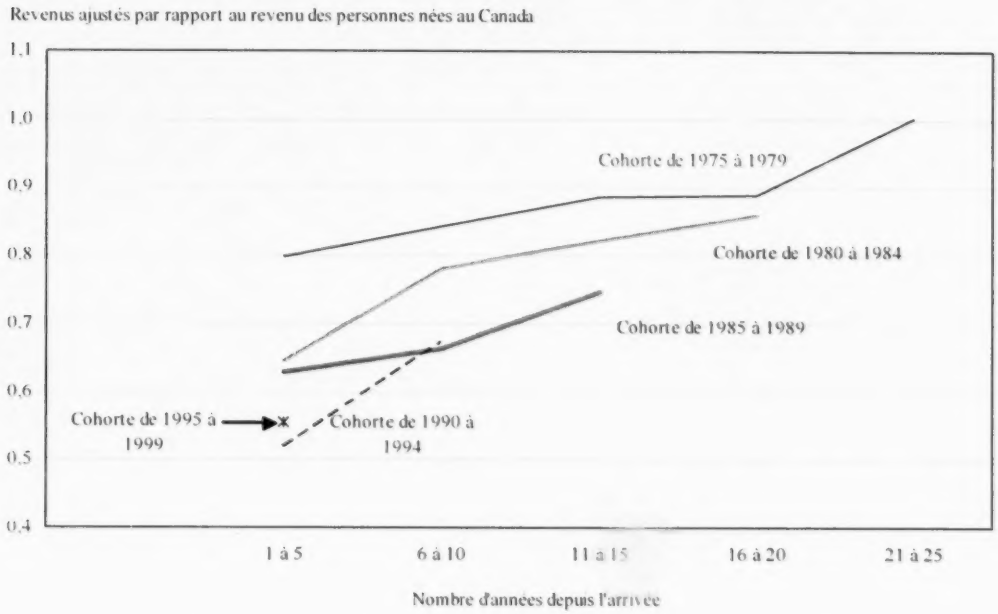
Figure 4 Les quartiers à faible revenu ont disparu du Plateau Mont-Royal à Montréal

Quartiers à faible revenu à Montréal, 1980 à 2000



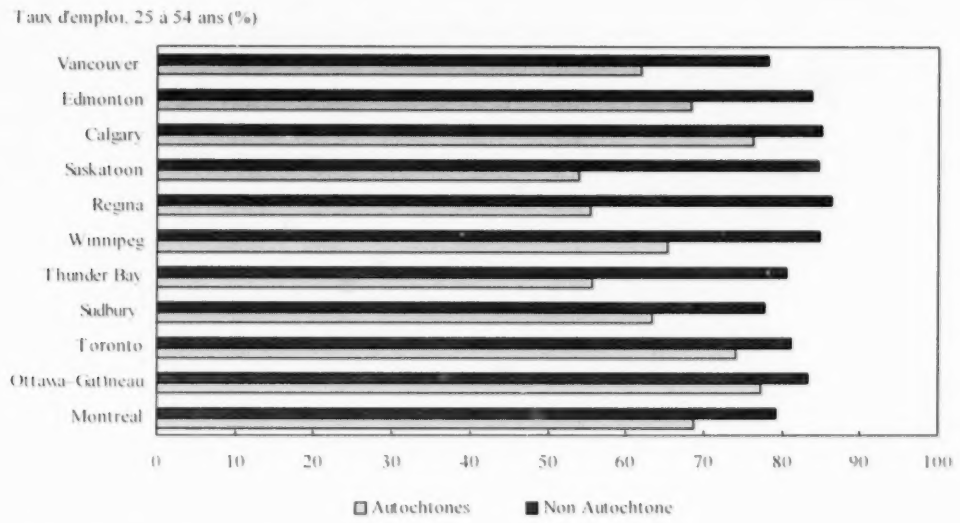
Source : Statistique Canada, Hersz et McLeod, 2004

Figure 5 Les cohortes successives d'immigrants ont vu leur revenu chuter à Vancouver



Source : Statistique Canada, Recensements du Canada de 1981, 1986, 1991, 1996 et 2001.

Figure 6 Les taux d'emploi sont faibles pour les Autochtones à Vancouver, surtout en comparaison avec d'autres RMR[1] plus grandes



1. Régions métropolitaines de recensement.
Source : Statistique Canada, Siggner et Costa, 2005.